

Philippe Kaminski

Économie Sociale et Francophonie

02-12-2014

Économie sociale et Francophonie sont deux mondes qu'à mon sens tout devrait rapprocher, mais qui dans les faits semblent totalement s'ignorer. Cela fait longtemps que je m'intéresse à l'un comme à l'autre. S'ils pouvaient se rencontrer, tisser des synergies, nul doute que l'organisation de mon temps, et mon efficacité personnelle, en tireraient de grands avantages ! Mais ces considérations égoïstes, bien que fort légitimes, ne suffiront sans doute pas à convaincre grand'monde. Il me faut donc évoquer des intérêts plus élevés, plus partagés. Et à ce niveau, je n'irai pas jusqu'à affirmer que l'économie sociale francophone et les institutions de la Francophonie ont besoin l'une de l'autre pour vivre ; en revanche, je suis certain qu'en continuant à se tourner le dos, elles se privent l'une et l'autre d'un atout majeur pour leur crédibilité, leur développement et leur cohérence intellectuelle. C'est ce que je veux m'efforcer de démontrer ici.

Avant toute chose, il importe de décrire les tenants et aboutissants de cette ignorance réciproque. Économie sociale et Francophonie ont ceci en commun de se revendiquer haut et fort de principes universels et généreux, voire rédempteurs, mais d'adopter en toutes circonstances une attitude de dominé, un comportement de minoritaires. Elles sont toutes deux, à des degrés divers, mal connues de l'opinion publique en général, des médias en particulier, et objet de confusions, de préjugés, d'approximations. Elles peuvent également, l'une comme l'autre, se définir d'abord par un idéal, une mission, une utopie, ou bien par des réalités, c'est à dire des organismes, des élus, des budgets, des bilans, choses humaines et fragiles s'il peut en être. Se demander si les réalités sont conformes aux rêves, si au moins elles s'en inspirent, est un débat parfois utile, parfois vain ; mais ce qui est sûr, c'est que si on ne comprend rien aux rêves, on ne peut rien comprendre, non plus, aux réalités. C'est exactement ce qui se passe.

La Francophonie n'est souvent vue que comme une réminiscence de l'ancien empire colonial français. On la soupçonne donc d'abriter des velléités de maintien ou de restauration d'antiques rapports de domination, le plus souvent fantasmés, voire de véhiculer un projet de nouvel impérialisme. Elle serait donc une force du passé, un frein à une ouverture équilibrée et équitable à l'ensemble du monde. Cette vision purement franco-française, empreinte de repentance et de "haine de soi", est malheureusement assez courante dans certains milieux de l'économie sociale où l'influence de l'idéalisme tiers-mondiste des années 1960 est restée fortement ancrée.

Pour d'autres, la Francophonie n'est qu'un compartiment particulier de la coopération ou de l'aide au développement, et ne saurait relever que des institutions spécialisées dans ces fonctions. Les esprits ne sont manifestement pas prêts à lui imaginer un rôle qui dépasse ce cadre étiqué. C'est la rançon de l'effacement, le cruel verdict du "*Combien de divisions ?*" ; si la Francophonie rayonnait davantage, si elle montrait un tant soit peu de puissance, elle susciterait naturellement plus d'envies de rapprochement ou de partenariat.

Quant à l'économie sociale, si souvent mal ou très partiellement perçue, la plupart des cadres et militants de la Francophonie n'en ont jamais entendu parler. Qu'ils soient grammairiens, linguistes, diplomates ou fonctionnaires, ils ignorent généralement tout des méandres de l'économie et de l'entreprise. Ils ont certes, par la force des choses, pu avoir des contacts avec les ONG, ces redoutables machineries politiques et financières aux pouvoirs qui se jouent aisément de ceux des États ; et ils auront peu ou prou entendu parler du commerce équitable ou du micro-crédit de Mohammed Yunus. Mais toute idée de l'unité ou de l'originalité de l'économie sociale leur est étrangère, a fortiori d'aller y chercher des idées ou des appuis. Ici encore, combien de divisions ?

Préjugés, déficit de connaissance et absence de curiosité, sont donc réciproques. Et cependant, à mieux y regarder, que de perspectives pourraient s'ouvrir si un rapprochement prenait corps !

Car la Francophonie, autant que l'économie sociale, a besoin de "changer d'échelle". Et c'est précisément ce que chacune peut apporter à l'autre, d'abord en composant leurs rêves, ensuite en articulant leurs forces, leurs réseaux et leurs compétences.

Quel idéal, quelles missions, quelles utopies ?

Composer des rêves, ce n'est pas les additionner, mettre bout à bout deux longues listes de vœux. Personne n'y gagnerait rien, sauf la confusion. C'est au contraire éveiller, susciter, recevoir et s'échanger des échos entre deux mondes différents, pour y susciter l'idée d'un parallèle, d'une comparaison, propre à les enrichir l'un et l'autre. À un élément d'utopie ici peut répondre un élément d'utopie là, et cette association les stimulera chacun de leur côté.

Ainsi, l'économie sociale se veut une "autre forme" d'entreprendre, et, ce faisant, revendique le pluralisme des modes d'entreprendre. Elle se dresse contre le "tout actionnarial", modèle planétaire dominant, que l'on imagine triompher prochainement des dernières poches de résistance, des derniers particularismes archaïques, et s'imposer comme référence unique.

Quant à la Francophonie, qui milite pour un monde multipolaire où la pluralité des langues et des cultures soit non seulement garantie, mais où les solidarités nées de ces langues et de ces cultures puissent fonder le rayonnement et l'équilibre des sociétés, elle se dresse contre le "tout anglais" qui veut imposer au monde entier un langage unique, un paradigme unique, et dissoudre les derniers foyers de destins collectifs autonomes en renvoyant leurs idiomes dans la "sphère privée".

Qui ne voit qu'il y a, entre le "tout actionnarial" et le "tout anglais", plus qu'une connivence, plus qu'une similarité, et ce que l'on transite ou non, cela est l'affaire de la famille de pensée de chacun, par le "tout libéral", le "tout globalisé", ou le "tout marchandise" ?

L'économie sociale, comme la Francophonie, affirment qu'elles ne sont pas dépassées, qu'elles sont compétitives, qu'elles ont des atouts spécifiques, et qu'elles apportent à la société, par la diversité dont elles sont les garantes, un principe qui les englobe et les surpasse : celui du refus de l'uniformité, de l'appauvrissement que constituerait l'adoption d'un paradigme unique.

Différences et complémentarités

Si l'on peut ainsi trouver maintes lignes de force communes entre l'économie sociale et la Francophonie, il convient aussi d'en souligner les différences.

La Francophonie est jeune, bien qu'apparaissant souvent comme une idée du passé. La génération des fondateurs a disparu, celle qui lui a succédé est en train de passer la main ; voilà une histoire encore bien courte. Par ailleurs, elle a été construite d'en haut, et elle est encore entièrement dépendante de budgets votés par les États tutélaires. Elle a bien essaimé, dans les domaines les plus divers, en de multiples organismes et associations, mais ceux-ci sont tous du modèle des

administrations publiques internationales, qui ne rencontrent que de loin en loin la "société civile", et ne le font qu'avec défiance et condescendance.

À l'exact inverse, l'Économie Sociale est une longue tradition, ou plutôt un faisceau de longues traditions, dont les racines s'embrouillent dans le lointain et touffu dix-neuvième siècle, et néanmoins on la décrit volontiers comme une idée neuve. Autant ses familles constitutives peuvent disposer d'organes centraux visibles et actifs, autant elle ne dispose à son sommet que de coordinations légères et sans réel pouvoir. Elle est avant tout une idée, comme la Francophonie d'ailleurs, mais sans institution structurante. Et bien que sa parole se revendique volontiers de milliers ou de millions de sociétaires sans que ceux-ci en soient le moins du monde conscients, elle est néanmoins l'expression d'une multitude d'échelons intermédiaires où la responsabilité des élus de base est effective, et en cela elle peut se prévaloir, non pas seulement de représenter, mais *d'être* la "société civile".

Il y a donc entre nos deux mondes une forte dissymétrie qui nous indique à l'évidence que, si rapprochement il doit y avoir, il ne pourra s'effectuer de la même manière dans les deux sens. Au sommet, c'est à la Francophonie de prendre l'initiative. Et à la base, c'est à l'Économie Sociale qu'il revient de s'ouvrir à une nouvelle problématique, celle de l'alliance des diversités contre l'uniformité dominante. Et on n'y parviendra qu'en popularisant l'idée que le "tout anglophone" conduit droit au "tout libéral" et ne peut conduire que là.

Claude Hagège a-t-il raison ?

En résumé, la thèse du célèbre linguiste est que, plus l'anglo-américain se substitue dans les échanges internationaux à la diversité des langues nationales, et plus cela favorise la diffusion et la domination du modèle économique, social et civilisationnel de la puissance anglophone dominante, à savoir le pays du dollar.

On peut en discuter longuement. La plupart des gens utilisant couramment l'anglais réfutent cette thèse dans laquelle ils voient comme une attaque dirigée contre eux, contre leur capacité à rester maîtres de leur discours et de leur pensée. Écoutons-les :

- En communiquant en anglais, je n'altère en rien ma pensée. Cela me permet d'être lu, compris, écouté par un plus grand nombre de personnes, de tous pays. Bien loin de m'enfermer dans un modèle unique, cela m'ouvre, puisque j'échange ainsi avec des collègues de toute provenance. Et de toutes façons, tout le monde le fait, c'est ainsi, il faut faire avec. On ne peut pas vivre dans sa bulle.

Il y a bien sûr dans ce discours des parcelles de vérité, et l'apparence d'un solide bon sens pratique. Mais au delà de l'apparence, notre homme ne se rend déjà plus compte que celui qui est dans sa bulle, c'est lui, même s'il y est en nombreuse compagnie.

Car même dans les domaines qui ne touchent pas directement à l'économie, le fait de s'exprimer dans une langue commune, forcément réduite et simplifiée, c'est renoncer aux nuances et aux particularismes. C'est simplifier sa formulation, ne recourir qu'aux images les plus faciles, autant dans le discours qu'on porte que dans celui qu'on reçoit d'autrui. Et au bout du compte, c'est

appauvrir non seulement sa propre pensée, mais le contenu des échanges et leur compréhension. Seules les sciences les plus dures peuvent échapper à cette malédiction ; mais elles n'en subissent pas moins, comme les autres, la réduction autour d'un paradigme dominant, devenant peu à peu unique, ce "*mainstream*" vers lequel toutes les recherches finissent par converger pour avoir une chance d'être publiées, citées et bien cotées.

A fortiori lorsqu'on touche l'économie, le *mainstream* s'impose d'emblée, et, concernant l'économie sociale, où tant de mots charrient de puissants sens multiples, le recours sans précaution à la langue anglo-américaine nous conduit tout droit vers le *social business* et rien d'autre. Eh oui, amis chercheurs en économie sociale, que vous soyez français, québécois ou espagnols, quand vous pensez ouvrir de nouveaux et vastes horizons à notre cause en vous exprimant dans la langue du dollar, vous ne faites que refermer ces horizons, et vous contribuez à livrer notre diversité et notre richesse à un Baal insensible qui n'en retiendra et n'en restituera qu'un hachis indigeste.

Car s'il est parfaitement vrai que les États Unis sont un très vaste pays où toutes les opinions s'expriment et sont en concurrence, et que c'est là-bas que les "paradigmes dissidents" sont le mieux étudiés et le mieux défendus, même si c'est en langue anglaise, il n'en est pas de même de la partie "destinée à l'export" de la production intellectuelle américaine, celle qui est partagée par ces "communautés internationales" s'exprimant sous toutes les latitudes dans le même anglo-américain. Ainsi vous trouverez aux États Unis, dans chaque domaine, des gens immensément érudits et cultivés ; mais la culture que l'imperium envoie à l'extérieur, taillée sur le même modèle pour le monde entier, c'est la culture "niveau Mickey".

L'Économie Sociale n'est pas de taille à lutter avec l'empire Mickey. Elle n'est qu'une proie très facile à avaler. Si elle en adopte les codes, elle n'existe plus. Le propos de Claude Hagège est sans doute excessif dans sa généralité, mais il s'applique parfaitement à notre cas.

En première conclusion...

L'Organisation Internationale de la Francophonie affirme depuis longtemps son désir de se doter d'une dimension économique.

Par ses racines très présentes dans les pays de culture latine, par les greffes fructueuses qu'elle a multipliées en terre africaine, par ses principes universels de promotion de la personne, de la participation et de la responsabilité, l'Économie Sociale est manifestement destinée à occuper une place centrale dans cette future bataille des idées, et dans la conquête des esprits qui en est la condition de réussite.

Mieux : c'est un véritable boulevard qui s'ouvre devant elle. Il ne lui faut pas laisser passer cette chance. Il ne faut surtout pas qu'elle s'enferme, elle aussi, par imitation ou par paresse, dans le confort apparent d'une communication de plus en plus systématiquement exprimée en langue anglaise. Car glisser sur cette pente, c'est nier la réalité des territoires, de l'enracinement, des raisons d'être du sociétariat, au profit d'un lien social de simple commodité, fugace et réversible. C'est trahir ce qui est aux fondements de l'économie sociale, *fille de la misère et de la nécessité*, c'est à dire cette capacité des groupes menacés de submersion à trouver en eux-mêmes et à mobiliser les ressources collectives et solidaires leur permettant de résister, de survivre, de relever

la tête.

Ce sont là des valeurs que les autorités de la Francophonie peuvent tout naturellement adopter sans rien devoir y modifier. L'heure du rapprochement n'a-t-elle pas enfin sonné ?